

E C O N O M I A

H U M A N A

L'Édito

Chercheurs et praticiens :
ralliez-vous!

Éditorial par **Véronique Bisaillon**, Directrice Chaire de responsabilité sociale et de développement durable et
Coordonnatrice du Réseau Entreprise et développement durable

Depuis les dix dernières années, le dossier du développement durable a cheminé à une vitesse quasi exponentielle, quoiqu'on en dise. Et non seulement plus d'acteurs s'y intéressent, mais je me risquerais à dire qu'il y a eu un saut qualitatif au niveau de la conception même du développement durable qui est de moins en moins strictement réduit à sa dimension environnementale. Au contraire, il est de plus en plus admis que le développement durable réfère à un agencement complexe, voire en une hiérarchisation, de ses dimensions sociale, économique, environnementale et de gouvernance, et ce, dans une perspective d'équité.

L'effervescence est notable et ce, dans toutes les sphères de la société. Du côté des universités où le développement durable s'intègre progressivement à la gestion interne, les questions du développement durable et de la responsabilité sociale sont abordées par plusieurs disciplines (sciences de l'environnement, sciences et génie, administration, communications, sciences humaines) donnant lieu à la création de nouveaux programmes et groupes de recherche s'y intéressant. On note aussi que le

développement durable a fait son entrée dans les différents paliers de gouvernement, comme loi, stratégies, politiques ou indicateurs. À l'échelle internationale, des enjeux inédits de par leur caractère planétaire sont en tête de l'ordre du jour : tous commencent déjà à retenir leur souffle en vue du prochain Sommet de l'ONU sur le climat qui aura lieu à Copenhague. ONG et mouvements sociaux sont aussi du coup, abordant les enjeux de développement durable sous toutes ses formes et à différentes échelles. De nouveaux médias spécialisés sur ces questions relaient maintenant cette effervescence, qu'on pense à Novethic, GaïaPresse, Novae ou Vision Durable par exemple. Et bien sûr, le monde des affaires n'est pas en reste, l'enjeu est clairement reconnu comme prioritaire, à preuve le Conference Board et son Center for Corporate citizenship & Sustainability ou l'émergence de la norme ISO 26 000 sur la responsabilité sociale à l'intention des entreprises et organisations, alors que les entreprises s'engagent et multiplient les initiatives.

Bien sûr on peut critiquer la position ou les efforts de l'un et l'autre, mais il n'en demeure pas moins

L'Édito!

Comptes rendus3

- Séminaire « Portée financière des certifications et des codes de conduites », de Boulash et Marhfor3
- Colloque « Pour la suite du monde » de Criqui et Perin..7

Suggestion de lecture 10

Le site Internet du mois..... 10

Section REDD..... 11

- Entrevue avec Tima Bansal, de Gagnon-Turcotte..... 11
- Entrevue avec Marie-France Turcotte, de Bisaillon..... 14

Annonces et événements16

que les questions de développement durable et de responsabilité sociale s'institutionnalisent. Et fait peut-être plus intéressant, elles semblent donner lieu à une mobilisation et à des collaborations que l'on n'aurait jamais cru voir possibles auparavant, qu'on pense au parcours de Steven Guilbeault, ce militant accompli autrefois directeur de Greenpeace Québec recruté en 2007 par la firme Deloitte et par le gouvernement plus récemment pour diriger une équipe devant le conseiller sur les questions d'énergies vertes. Qui aurait pu prédire cela en 2001 lorsqu'il était cramponné à la Tour du CN?

C'est dans cette perspective d'échange de connaissances et d'expériences qu'a émergé le Réseau Entreprise et développement durable (Network for Business Sustainability). Plus spécifiquement, le Réseau se donne comme mission de faciliter l'intégration du développement durable aux politiques et aux pratiques des entreprises et des organisations en général en favorisant les collaborations entre chercheurs et praticiens. L'idée est donc clairement de travailler à la mise en place d'alliances entre les sphères de la recherche et de la pratique et à l'intérieur de celles-ci, estimant que de telles collaborations sont essentielles à la gé-

nération d'innovations dont nos sociétés ont tant besoin pour relever les défis environnementaux et sociaux actuels. La contribution spécifique du Réseau à cet égard est de générer et de diffuser de l'information pertinente et rigoureuse. Le Réseau convie ainsi tous les chercheurs et praticiens de différents horizons intéressés à s'y joindre pour prendre part à cet effort. Pour plus d'information sur le Réseau, vous pouvez consulter son nouveau site à www.nbs.net.

Le présent numéro d'*Oeconomia Humana* se consacre à la présentation du Réseau. Nous vous proposons d'abord une entrevue avec Tima Bansal, directrice principale et fondatrice du Réseau Entreprise et développement durable, de même qu'une entrevue avec Marie-France Turcotte, directrice du pôle francophone. Dans un autre ordre d'idée, vous trouverez également dans ce bulletin deux comptes rendus : l'un relativement au colloque « Pour la suite du monde », portant sur le développement durable et la décroissance, et l'autre relativement à un séminaire portant sur la relation entre la performance financière et les certifications dans les secteurs de la foresterie et du textile.

Bonne lecture!

Le Bulletin *Æconomia Humana* est une publication conjointe de:

CHAIRE de responsabilité
sociale et de
développement durable
ESG UQAM



Avec le soutien financier de nos partenaires:



Chaire de responsabilité sociale et de développement durable

École des sciences de la gestion, UQAM
Case postale 8888, Succursale Centre-ville
315, Sainte-Catherine Est
Montréal (Québec) Canada H3C 3P8

Téléphone : 514.987.3000 poste 6972
Télécopieur : 514.987.3372

L'équipe du bulletin *Æconomia Humana*:

Rédactrice en chef :

Rédactrice adjointe:

Collaborateurs :

Véronique Bisaillon
Sarah Gagnon-Turcotte
Ahmed Marhfor
Kais Bouslah
Nicolas Perin
Pierre Criqui

Pour soumettre un article, prière de consulter le site
www.crsdd.uqam.ca ou écrire à crsdd@uqam.ca.

Comptes rendus

Séminaire « La portée financière des certifications ou des codes de conduite dans l'industrie forestière et textile »

Par **Ahmed Marhfor**, étudiant au doctorat en administration à l'ESG-UQÀM et
Kais Bouslah, étudiant au doctorat en administration à l'ESG-UQÀM et affilié à la chaire CRSDD.

Face aux multiplications de certifications et de codes de conduite et dans le contexte mondial actuel, la question de la relation entre la performance financière et les certifications ou les codes de conduite redevient centrale. L'épargnant qui désire investir dans des entreprises qui sont gérées en conformité avec ses valeurs sont-elles toutefois aussi rentables que les autres ou est-ce qu'investir dans ces entreprises induit un sacrifice financier? La Chaire de responsabilité sociale et de développement durable (CRSDD) a organisé le 18 juin 2009 un séminaire qui visait à mieux comprendre la portée financière des certifications ou des codes de conduite dans les industries forestière et textile. Lors de ce séminaire, les résultats de deux études ont été présentés. Ces deux études ont été réalisés par Kais Bouslah et Marie-Hélène Blais dans le cadre de leur mémoire de maîtrise effectué sous la direction des professeurs Bouchra M'Zali et Marie-France Turcotte.

La portée financière des certifications dans l'industrie forestière

La nouvelle économie mondialisée est caractérisée par l'émergence de nouveaux mouvements sociaux économiques (NMSE) qui sont des systèmes de gouvernance qui développent et mettent en application des normes (standards) sociales et environnementales. Un bon exemple de ces NMSE est la *certification forestière* proposée comme outil d'évaluation sociale et environnementale des entreprises œuvrant dans l'industrie forestière (bois et les pâtes et papiers). L'objectif de l'étude est d'examiner la relation entre la performance environnementale (PE), telle que mesurée par l'instrument de la certification, et la performance financière (PF) dans les contextes canadien et américain. La question principale était de savoir si le marché accorde une « prime verte » aux entre-

prises certifiées. Autrement dit, le développement durable rime-t-il avec rentabilité à court terme et à long terme?

La certification forestière est un instrument de marché qui vise la promotion d'une « gestion forestière durable ». Cet instrument cible la chaîne de valeur des produits afin de réaliser un double objectif : d'une part, créer des incitations pour la consommation des produits respectueux des normes sociales et environnementales, et d'autre part, forcer les entreprises à s'y conformer. La certification est un processus volontaire, *i.e.* qui n'est pas imposé par voie de réglementation gouvernementale, et qui implique une vérification indépendante par rapport à des standards acceptés par les parties prenantes. Elle implique également une chaîne de continuité qui permet de retracer le produit depuis son origine, et un label pour les produits certifiés qui les distinguent des produits conventionnels. Les normes (standards) de la certification sont de deux types :

- *Standards de performance*: l'objet de l'évaluation est la ressource forestière elle-même (Résultats à atteindre).
- *Standards de système de gestion* : évaluer les pratiques de gestion (plan de gestion, objectif, etc), plutôt que les résultats de ces pratiques (Processus d'amélioration continue).

Au Canada et aux États-Unis, différents systèmes de certifications sont utilisés. Pour mieux comprendre les différences et les similitudes entre ces systèmes de certification, nous avons sélectionné des critères afin d'établir une typologie. Ces critères sont les suivants : le promoteur (ou les groupes qui les ont initiés), l'approche utilisée (type de standards), le processus de vérification exigé, la structure de gouvernance et le financement. Notre typologie est illustrée dans le tableau sui-

Système de certification	FSC (1993)	SFI (1994)	CSAZ808/809 (1996)	ISO14001 (1994)
Promoteur	ONG environnementales: Greenpeace; WWF; Amis de la Terre	American Forest and Paper Association (AF&PA)	Association Canadienne des Normes (CSA)	International Standard Organisation (ISO)
Approche (standards)	Performance	Processus	Hybride (mixte)	Processus
Vérifications exigées	Tierce partie	Première, Seconde et tierce partie	Tierce partie	Première, Seconde et tierce partie
Gouvernance	ONG avec un conseil international	Sustainable Forestry Board (SFB)	CSA	N.D.
Financement	Fondations privées: 85% Membres: 15%	Membres: 82% Autres : 18%	Membres:100%	N.D.

La vérification par une tierce partie implique la certification par un organisme professionnel indépendant. La vérification par une première ou seconde partie implique, respectivement, une auto-évaluation ou une évaluation par une association industrielle. Le symbole ND signifie non défini.

En ce qui concerne le développement des standards, les groupes sociaux et environnementaux ont le rôle prédominant dans le système FSC (Forest Stewardship Council), tandis que les entreprises et les propriétaires forestiers ont le rôle le plus important dans le système SFI (*Sustainable Forestry Initiative*) et CSA. Le FSC est appuyé par la majorité des organisations environnementalistes, qui la considère comme la seule norme crédible, alors que les SFI et CSA sont considérés plus impliqués avec l'industrie. La norme ISO14001 est généralement considérée en dehors de cette séparation traditionnelle du fait qu'elle n'exige pas qu'un ensemble de standards ou de critères de performance soient suivis: l'entreprise définit ses propres critères et objectifs environnementaux et établit ensuite un système de gestion environnementale.

L'examen de la littérature a fait ressortir trois types de relations théoriques possibles entre la performance environnementale (PE) et la performance financière (PF): relation positive, négative ou neutre. Deux théories suggèrent une relation positive: la théorie des parties prenantes et la théorie des ressources disponibles. Selon la théorie

des parties prenantes, une bonne PE (par exemple, l'obtention de la certification) est un signe d'une bonne gestion qui impliquerait, après une certaine période de temps, une bonne PF. Quant à la théorie des ressources disponibles, elle suggère que la disponibilité des ressources (une bonne PF) fournit l'opportunité pour l'entreprise d'investir afin d'améliorer sa PE (par exemple, se certifier). Un autre courant de pensée, supporté par les adeptes de l'approche néo-libérale classique, suggère plutôt une relation négative entre PE et PF parce que les gestionnaires doivent faire de l'arbitrage entre PE et PF. Ce point de vue est bien résumé par la citation du célèbre économiste américain Milton Friedman: « *la seule responsabilité de l'entreprise est de faire des profits pour ses actionnaires* ». Ainsi, toute contrainte ajoutée à la gestion de la firme réduit sa performance financière et ne devrait pas être encouragée. Finalement, un troisième courant de pensée suggère l'absence de lien entre PE et PF à cause du problème de mesure de PE, ainsi que l'existence d'autres variables, non encore intégrées dans les analyses, qui peuvent conditionner cette relation.

Dans notre étude, nous avons examiné empiri-

quement deux questions de recherche : 1) Quel est l'impact de l'adoption d'un système de certification sur la performance financière ? 2) L'impact de la certification forestière sur la performance financière dépend-il du système de certification adopté? Cette deuxième question nous permettra de distinguer les certifications guidées par les ONG de celles développées par l'industrie.

Notre échantillon inclut 39 entreprises certifiées (17 entreprises canadiennes et 22 entreprises américaines) durant la période Janvier 1998 - mai 2005. Nous avons comparé la performance financière de ces 39 entreprises certifiées par rapport à celle réalisée par 39 entreprises benchmarks non certifiées qui ont une taille similaire et œuvrant dans le même secteur d'activités. Nous avons mesuré l'impact de la certification sur la performance financière à court terme, soit les 10 jours avant puis 10 jours après la certification, et à long terme, soit les 36 mois suivant le mois de la certification.

Nos principaux résultats peuvent se résumer comme suit. À court terme, la certification forestière n'a aucun impact sur la performance financière, et ce, indépendamment du type de certification. À long terme, la certification forestière a, en moyenne, un impact négatif sur la performance financière. À long terme, l'adoption d'une certification semble être non profitable ou que les avantages escomptés ne sont pas réalisés comparativement aux coûts associés. Nos résultats indiquent aussi que l'impact de la certification forestière sur la performance financière dépend du type de certification. Sur une période de 36 mois suivant la certification, les entreprises certifiées SFI, CSA et ISO14001 sont pénalisées par le marché financier, tandis que les entreprises certifiées FSC ne sont pas pénalisées. En résumé, l'adoption du système de certification que les groupes environnementaux reconnaissent comme meilleur, le FSC, est plus profitable relativement à l'adoption d'un système plus proche de l'industrie ou des entreprises (SFI, CSA et ISO14001).

La portée financière des codes de conduite dans l'industrie du textile

Le commerce mondial des textiles et des vêtements est depuis longtemps au cœur des débats politiques étant donné le rôle important que ce secteur joue dans l'économie des nations. Développer une industrie du textile et du vêtement représente un choix tout naturel pour les pays qui souhaitent prendre place sur le marché mondial, puisque ce domaine requiert des ressources limitées en capital et en technologie. Par ailleurs, le succès de grandes entreprises dans le domaine repose essentiellement sur leur capacité de mise en marché, sur la délocalisation de leur production dans les pays où il existe une main-d'œuvre abondante et abordable, sur le développement de licences en échange de redevances souvent très coûteuses, et finalement, sur la distribution cédée à des tiers.

En fait, la délocalisation de la production semblait, *a priori*, permettre aux entreprises du vêtement, en plus de bénéficier de coûts de production très faibles, de se départir de toute responsabilité face aux conditions de production dans lesquelles sont assemblés leurs produits. Toutefois, lors des premiers incidents d'abus dans les usines d'impatriation, les multinationales du secteur devaient faire face à un nouveau phénomène de société qui allait bouleverser leur façon de faire les affaires. En effet, c'est en réponse à cette vague de délocalisation de la production, qui s'accompagne de sérieux problèmes sociaux et environnementaux, que plusieurs mouvements sociaux ont commencé à pointer du doigt l'industrie du textile et du vêtement pour ses mauvaises conditions de travail et le non respect de l'environnement. Par conséquent, sous la menace de ces groupes de pression, les entreprises de l'industrie tentent de se protéger d'attaques publiques potentiellement dommageables en adoptant des codes de conduite traitant des conditions de travail, des droits humains et de la protection de l'environnement.

Les codes de conduite (CC) se définissent comme étant des engagements auxquels l'entreprise adhère ou impose à ses partenaires d'affaires, en particulier les sous-traitants dans le cadre de l'industrie du vêtement. Ces initiatives sociales reposent sur l'atteinte d'objectifs concrets et mesurables. Par exemple, dans le cas de l'industrie du

vêtement, la plupart des CC exigent le respect de plusieurs critères tels qu'un nombre d'heures maximales de travail par semaine, un salaire ho-

raire minimum, un âge minimal pour travailler, etc.

Type de code	Corporatif	Association d'affaires	Multipartite	Inter-gouvernemental
Caractéristiques	Développé et adopté unilatéralement par la firme	Développé par une association représentant une industrie ou un groupe d'employeurs	Issu de négociations entre plusieurs parties prenantes	Négocié à l'échelle internationale et souvent entériné par des États
But	Protection des droits fondamentaux des travailleurs en minimisant les coûts	Standards acceptables pour la majorité des membres	Consensus basé sur les conventions de l'OIT	Consensus basé sur les conventions de l'OIT
Exemples dans l'industrie du vêtement	Coach Columbia Sportswear Gap Jones Apparel Group Kellwood Sara Lee VF Corp	Worldwide Responsible Apparel Production (WRAP)	Workers Rights Consortium (WRC) Fair Labor Association (FLA)	UN Global Compact

L'objectif de l'étude est de déterminer s'il y a ou non une relation entre le niveau de responsabilité sociale des multinationales du textile et de l'habillement (adoption ou non d'un CC) et leur performance financière, et ce, dans les contextes canadien et américain. Nous examinerons ainsi la réaction des marchés financiers au phénomène des CC.

Notre principale hypothèse de recherche implique qu'une bonne performance sociale (adoption d'un CC) a un effet positif sur la performance financière de l'entreprise (PF), et inversement, la non adoption d'un CC a un effet négatif sur la PF. De plus, nous allons vérifier si l'impact financier de l'adoption d'un CC dépend de la date d'adoption du CC, du type du CC, du secteur d'activité de la firme et de la taille de la firme.

Notre méthodologie de recherche consiste à quantifier l'impact de l'adoption d'un CC sur la PF. Par conséquent, nous avons mesuré le différentiel entre les rendements financiers des 25 entreprises qui ont adopté un CC et les rendements financiers

des 25 entreprises sans CC (firmes de contrôle). Notre échantillon de contrôle est composé d'entreprises comparables en termes de taille et de secteur industriel. Ces dernières ont la particularité de ne pas avoir adopté un CC. Dans un premier temps, chacune de nos hypothèses a été testée sur un court horizon de temps visant à vérifier si le marché réagi significativement dans les 10 jours qui suivent l'événement en question (adoption d'un CC). Nous avons aussi examiné les 10 jours avant l'événement. Par la suite, nos hypothèses ont aussi été testées sur un long horizon de temps couvrant une période de 36 mois après l'adoption du CC.

En général, les résultats obtenus suggèrent qu'il n'existe aucune différence de rendement entre les entreprises qui adoptent un CC et celles qui n'en n'ont pas. Par conséquent, l'adoption d'un CC n'a pas eu d'impact sur la performance financière de l'entreprise et les investisseurs ne pénalisent pas les firmes qui adoptent de telles initiatives sociales.

Colloque « Pour la suite du monde : développement durable ou décroissance soutenable »



Par Nicolas Perin et Pierre Criqui, Stagiaires CRSDD, Université Paris-Dauphine

Lors du bulletin de juillet-août 2009, nous vous présentions une partie des comptes rendus des conférences prononcées dans le cadre du colloque « Pour la suite du monde » organisé aux HEC à Montréal en mai dernier. Nous vous proposons la 2^e partie de ces comptes rendus.

"L'avenir a un inconvénient: il arrive".
- Yves Marie Abraham.

CORINNE GENDRON, professeure à l'ESG UQÀM et titulaire de la Chaire de responsabilité sociale et de développement durable

Penser l'économie du futur: de la croissance aux passifs écologiques

Madame Gendron a d'abord rappelé l'ensemble des enjeux du développement durable, du défi climatique et écologique en passant par le problème des inégalités économiques sociales et écologiques et sans oublier les tendances aujourd'hui en action. Face à ces enjeux, plusieurs voies de sortie sont évoquées : une croissance durable, l'économie écologique, l'intégration des domaines économiques, sociaux et environnementaux. L'enjeu central du débat est selon elle de situer le rôle de la croissance économique, et d'évaluer sa compatibilité avec des impératifs climatiques et écologiques.

Le propos ici soutenu s'appuie sur une illustration de l'intensité écologique de l'économie, l'intégration de l'économie dans le cadre de la biosphère, pour se demander si une économie écologique, redistributive et inclusive est possible ? Cette introduction aux présentations suivantes permet essentiellement de planter des problématiques essentielles, à savoir sur quelle structure de l'économie miser à l'ère des passifs écologiques, selon quelle logique de redistribution, et avec quelle cohésion sociale ?

MARIA ORTIZ QUIJANO, biologiste, Université de Sherbrooke

Au delà des mots qu'y-t-il ?

L'apport d'une biologiste permet de ré-encrener les débats à venir dans le cadre d'une superstructure environnementale, et rappelle que c'est pourtant la science économique qui a formalisé l'approche du développement durable. En s'appuyant sur le cadre théorique de l'écologie politique, Maria Ortiz Quijano nous montre surtout que cette prépondérance de la science économique nous maintient dans un paradigme expansionniste s'abritant derrière une croissance durable, au lieu d'accepter une situation où l'humanité a déjà dépassé, dans les années 80, la biocapacité mondiale, désormais insuffisante.

BERNARD BILLAUDOT, Ghislaine DESTAIS, économistes, Université Pierre Mendès France, Grenoble, France

Les analyses de la durabilité en économie. Fondements théoriques et implications normatives

Bernard Billaudot et Ghislaine Destais nous ont livré un gros apport théorique, pour analyser les principales positions politiques, les modèles économiques et les positionnements de la rationalité liés au débat entre le développement durable et la décroissance qui illustre en fait la crise de la première modernité et deux voies différentes quant à la construction d'une seconde modernité.

BERNARD BILLAUDOT, économiste, Université Pierre Mendès France

Développement Durable ou Décroissance soutenable : Faux procès et vrai débat.

L'auteur nous présente les implications normatives des analyses économiques, et met en évidence les limites respectives de ces analyses, pour les comparer et les étudier sans les imbriquer dans une seule discipline. L'objet de cette présen-

tation était de fournir une analyse globale et la comparaison des différentes positions présentes dans le débat entre développement durable et décroissance soutenable.

Bernard Billaudot étudie la transition de la modernité et les éléments de sa structure de base, à savoir la monnaie et la citoyenneté, inscrites dans un ordre économique. La croissance économique est liée à cet ordre, mais pas au développement social-humain. Cet ordre ne prend pas en compte les générations futures, et est aujourd'hui en crise. L'enjeu se situe au point de considérer le développement durable comme un autre développement, et non pas comme une amélioration, une responsabilisation vaine du système actuel, et étudier l'alternative, qui peut être formalisée par une décroissance soutenable.

ANDREU SOLÉ, sociologue, HEC-Paris, Paris, France

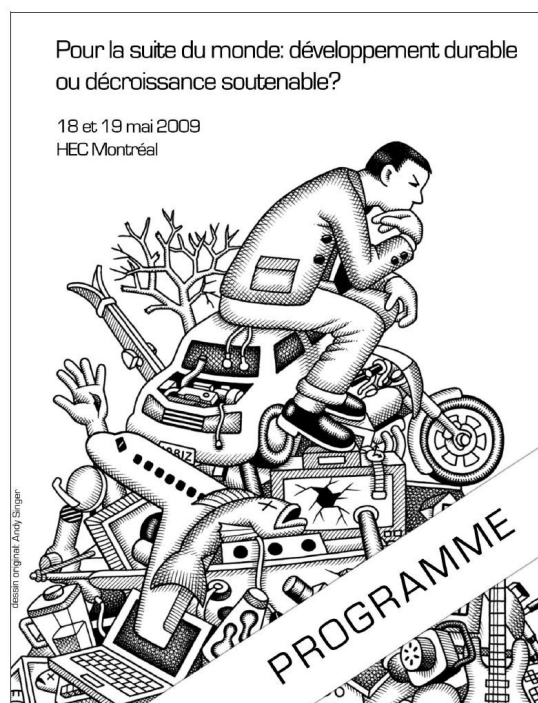
Développement durable et décroissance : le point aveugle des débats

Andreu Solé poursuit la réflexion en évoquant les aspects totalitaires du monde occidental moderne, et va analyser les positions face au débat : les attitudes conservatrices, réformistes et révolutionnaires (qui peut aller jusqu'à un refus du développement durable et de la décroissance, pour une harmonie dans un socialisme vert). Pour analyser notre monde, A. Solé met l'accent sur une société organisée autour, par et pour l'entreprise, plutôt que pour le marché. Pour l'auteur, changer de paradigme et construire un futur différent passe aussi par notre capacité à dépasser la vision entrepreneuriale de l'organisation des activités humaines.

PASCAL VAN GRIETHUYSEN, économiste, Institut de hautes études internationales et du développement, Genève, Suisse

Pourquoi le développement durable s'est-il imposé là où l'éco-développement a échoué ?

Cette présentation vise à voir pourquoi le développement durable pourrait s'imposer là où l'éco-développement a échoué. Pour expliquer cette différence, l'auteur revient sur les valeurs et les outils du capitalisme, basé sur l'institution de la propriété, la création monétaire et les relations de crédit. En effet, celles-ci permettent la mobilisa-



tion d'argent sans avoir épargné, selon certains critères (solvabilité, rentabilité...). La croissance elle-même est construite sur l'augmentation de la valeur monétaire, et se traduit généralement par une concentration de la propriété, avec des conséquences sociales, et l'usage des ressources humaines et naturelles. L'éco-développement est présenté comme un échec, car refusant d'inverser la relation hiérarchique entre l'économie et le social, ce dernier étant soumis aux impératifs économiques. Un développement durable réussi s'attacherait à faire primer les enjeux sociaux et environnementaux, en utilisant l'économie comme outil, et non pas comme objectif. Les instruments existants ne permettent pas encore de dépasser une interprétation capitaliste de la soutenabilité, mais c'est bien là l'enjeu d'une telle conférence, pour ne pas faire qu'une interprétation sélective des enjeux soulevés par le rapport Brundtland.

ELIZABETH MICHEL-GUILLOU et LISE BIHANNIC, psychologues sociales, Université de Brest, Brest, France

Le développement durable en question : sens du concept du point de vue des agriculteurs

Les auteures apportent un éclairage selon le point de vue des agriculteurs, le sens donné au débat et l'engagement de ces acteurs. Depuis les années 50, l'enjeu est de "nourrir le monde", et cela a abouti à des conséquences dramatiques pour

l'environnement et la santé humaine. L'étude présentée ici s'attache à analyser les représentations sociales des agriculteurs pour comprendre leurs pratiques et leur vision. Les thèmes abordés sont le métier d'agriculteur, le rapport au sol et à la terre, le développement durable et l'agriculture durable ainsi que les politiques agricoles. Les conclusions apportées par cette étude montrent que l'ensemble de la catégorie étudiée partage une vision collective du développement durable, mais que le terme est perçu majoritairement comme galvaudé. Le discours reste réaliste pour une action concrète non corrélée explicitement à des motivations idéalistes. Un trait marquant est que l'ensemble des agriculteurs consultés désirent être intégrés dans la société, et bénéficier d'une représentation sociale leur conférant un rôle d'acteurs centraux du développement durable.

PHILIPPE ROBERT-DEMONTROND, ANNE JOYEAU, sciences de gestion, Université de Rennes I, Rennes, France

Du développement durable à la décroissance : l'émergence d'un nouveau pôle du commerce équitable

Les deux auteurs du papier présenté s'attachent à étudier le milieu du commerce équitable, entre acteurs militants privilégiant une approche politique de leur activité, et les acteurs plus pragmatiques, appliquant l'adage "trade not aid". Les premiers sont plus sensibles aux problématiques de la décroissance, et sont favorables à une relocalisation de l'économie, revendiquant le monde domestique face au monde industriel. L'étude se centre sur ces acteurs, militants pour une redéfinition de l'équitable, en l'élargissant à la nature et aux générations futures, et luttant contre une institutionnalisation du développement durable comme un mode de préservation du monde actuel, même drapé de nouveaux habits.

REINER KELLER, sociologue, Université de Koblenz-Landau, Landau, Allemagne

Le développement durable n'existe pas

Par ce titre choc, l'auteur entend démontrer que le concept est multiple, mais est soumis à l'interprétation de chaque acteur, selon ses activités, son engagement... ou son pays d'origine. Cependant son acception sociale progresse, alors même

que les résultats laissent sur leur faim la plupart des observateurs. De plus, le développement durable peut être présenté comme un mythe scientifique pour domestiquer le futur, en s'appuyant sur des faits scientifiques eux-mêmes incertains, susceptibles d'être mis en cause par de futurs savoirs scientifiques. C'est au domaine politique de faire les choix dans le processus de délibération permanente qu'est le développement durable. Si le développement durable n'existe pas, la position de l'auteur est qu'à défaut d'autres options, nous devons faire semblant d'y croire, de progresser dans l'expectative, et de tenter de construire un nouveau rapport entre la science et la politique, pour agir sans croire à une solution "clefs en main" des défis actuels, mais en réajustant par étapes le développement de nos sociétés.

GILLES ROTILLON, économiste, Université Paris 10-Nanterre, Paris, France

Qui veut vraiment du développement durable ?

À la conclusion de cette première journée de débats, l'auteur se demande qui veut vraiment du développement durable ? En effet, si la décroissance soutenable rencontre peu de soutien, le concept de développement durable rencontre plus d'échos, mais peine toujours à s'imposer de manière forte et assumée. Il est néanmoins symptomatique d'une demande de changement, demande qui soulève par sa formulation même de nombreux obstacles.

De fait, ces changements vont donner et donnent déjà lieu à des conflits entre les acteurs et pour chaque acteur en lui-même. Le citoyen sera antagoniste au consommateur, et également réfractaire aux réformes les plus dures émanant du corps politique. Les entreprises seront circonspectes face à l'Etat, et la définition des biens publics et privés n'est pas résolue. De plus l'action politique est elle-même soumise à un obstacle majeur : les problématiques actuelles imposent un coût fort à court terme, pour des bénéfices de l'action qui seront ressentis sur le long terme, bien au delà de la durée de quelconque mandat. Cette dernière présentation de la journée ne dresse pas un constat d'impossibilité de progrès, mais dresse un panorama des enjeux et des conflits d'acteurs à dépasser pour construire le futur.

Suggestion de lecture

Le Ministère des Affaires étrangères et du commerce international (MAECI) lance un bulletin électronique sur la responsabilité sociale des entreprises (RSE).



Le MAECI est heureux de lancer son nouveau E-Bulletin portant sur la Responsabilité sociale des entreprises (RSE). Le E-Bulletin sur la RSE fournira aux abonnés l'information appropriée et à jour sur les initiatives au Canada et à l'étranger reliée au MAECI et au Gouvernement du Canada.

Si vous souhaitez vous ajouter à la liste de distribution, veuillez envoyer un message à : csr-rse.bts@international.gc.ca.

Pour accéder au premier bulletin du MAECI, veuillez cliquer [ici](#) et pour plus d'information sur les initiatives du gouvernement du Canada en matière de RSE, veuillez suivre le lien [suivant](#).

Le site Internet du mois

**Le Réseau Entreprise et développement durable
lance une version améliorée de son site Internet!**

<http://www.nbs.net>



Avec une nouvelle allure, un nouveau logo, et davantage de contenu, le site Internet se veut non seulement un lieu de rencontre entre le milieu académique et le milieu des affaires, mais offre désormais aux gestionnaires et entrepreneurs désireux de s'appuyer sur un solide fondement scientifique dans leur prise de décision, une multitude d'informations sur le développement durable des entreprises.

L'information, produite par le Réseau, prends la forme de "research insights" et de "revue systématique" de la littérature et porte à l'heure actuelle sur les thématiques suivantes : changements climatiques, consommation, engagements des parties prenantes et développement durable des entreprises et ses impacts. Le site Internet offre également une liste des rapports les plus pertinents écrits par des experts reconnus dans chaque domaine.

Finalement, le nouveau site garde son répertoire de personnes-ressources et leurs projets de recherche, mais y ajoute un puissant engin de recherche pour aider les membres du réseau à trouver les informations et les experts dont ils ont besoin.

Une ressource incontournable!



Réseau entreprise et
développement durable

Penser l'entreprise en visionnaire

Têtes d'affiches

Entrevue avec Tima Bansal, Directrice exécutive du Réseau Entreprise et développement durable



Entrevue par **Sarah Gagnon-Turcotte**, Candidate, L.L.M. Droit International, UQÀM
Rédactrice adjointe et Responsable des communications, Chaire de responsabilité sociale et développement durable



Mme Tima Bansal, directrice exécutive du Réseau Entreprise et développement durable, est professeure à la Richard Ivey School of Business de l'Université de Western Ontario. Nous lui avons demandé de nous parler du Réseau et du rôle qu'elle y joue.

What is your professional/academic background?

I have a MA in Economics from the University of Western Ontario as well as an MPhil and a DPhil in management studies from the University of Oxford. I have worked in government, done private consulting and have academic experience. I have been at the Ivey business school since 1999.

What brought you into the field of sustainable development?

At the outset it was intellectual curiosity, i.e. why would firms engage in behaviors for which there was no obvious financial reward? This was an unsettling question, given my economics training. I maintained the curiosity because some of these issues are truly important and the solutions seemingly intractable.

What are your research interests and current projects?

I explore business sustainability, primarily with a strategic lens. I have explored in the past the motivations, processes and outcomes of sustainability. I have been increasingly dissatisfied with prior theory, however, and am now turning my attention to the application of notions of time and systems theory to understand business sustainability. Working closely with my doctoral students, the key question that I'm now trying to answer is: how do firms reconcile the need to be short term and yet the long term nature of environmental and social issues?

What is your specific role and implication within the Network?

I am the Executive Director of the Network for Business Sustainability. I am responsible for the Network accomplishing its mission of facilitating business sustainability by fostering collaboration between industry and academia. I manage the strategic aspects of the Network – where is it going and how can we most effectively get there.

Since when does the Network exist and how did it start?

The Network started in 2004, I was awarded a small SSHRC research grant to assess the need for a Network in Canada. There was overwhelming

support from academics, managers, and government policy makers. We started on building the Network soon afterwards, and it has been thriving since.

We have garnered enthusiastic support from both the research and practitioner communities. In the coming months, I am confident that the Network's website will become *the* source for rigorous business sustainability knowledge in Canada.

What is the Network's objective and role?

The Network has three objectives: build community, exchange knowledge, and spur innovation. In other words, we assemble from industry and academia, both virtually and in person, and have them share issues and ideas. Putting people in the same space, we believe, is often the mechanism for frame-breaking ideas, which is what we need for sustainability.

Who can be a member of the Network and what benefit will the Network bring them?

Anyone can become a Network member or newsletter subscriber. There is no fee. To join the Network, visit us at www.NBS.net.

As a member, you will receive emails about opportunities in business sustainability, such as calls for proposals, funding opportunities, and research opportunities. As well, a brief profile of your research is posted on the website. We make every effort to match people to needs, but we can only match people about whom we know on the Network. As well, there is a social benefit: the more the Canadian government sees the strength of research and action in business sustainability, the more they are likely to facilitate social change processes and fund research.

Newsletter subscribers receive a quarterly newsletter that highlights business sustainability knowledge and opportunities.

What is the kind of activities the Network is currently organizing?

This is a very exciting time for the Network. We launched our new website (www.NBS.net) on September 7. There is a whole new look, a new logo, a shortened name, and most importantly, new content. Whereas before the site was mainly a repository of people and their research projects

as well as details about events and opportunities, the new site contains business sustainability knowledge. It includes a powerful search engine to help our network members find the knowledge and the experts they need. We've developed 'Research Insights' that offer advice for managers based on rigorous academic research.

Another key activity pertains to our Leadership Council meetings. Every year, we meet with our Council, which includes managers of the leading companies in sustainability in Canada. We ask them what they would like to have researched. We communicate their consensus opinion to managers to the research community, so it can inform their work. We believe it is important that not only does research inform practice, but practice helps to guide some of the research.

But, the Network is not only what the central administration organizes, it is also what is happening by the Network members. We are excited, for example, by two projects being led by Irene Herremans at the University of Calgary on reporting on sustainability in SMEs at Farleigh Dickinson University.

How do you see its evolution, how do you imagine the Network in 5 years?

I believe the Network will grow in membership and in content. It will be more international, in fact, largely international. It will be firmly established as *the* source for business sustainability knowledge in the world.

Is the Network apolitical or not? (Will it step into the public arena to present its political positions; will it engage with politicians, social leaders, etc. in favor of certain causes?)

The Network advocates for only one thing: the use of rigorous evidence in decision-making. We believe it is the role of NGOs, businesses, governments, and civil society to use this knowledge to advocate their position based on this evidence.

In conclusion, do you wish to add anything?

I am very excited about the establishment of the Network's French pole. I think that the prospects for knowledge mobilization and collaboration among the French- and English-speaking communities are tremendous.

Trouver les moyens de faire mieux

**Entrevue avec Marie-France Turcotte,
Directrice du Pôle francophone du REDD**

Entrevue par **Véronique Bisaillon**,
Rédactrice en chef et Directrice de la Chaire de responsabilité sociale et développement durable..



Marie-France Turcotte est professeure au département de stratégie, responsabilité sociale et environnementale de l'École des sciences de la gestion de l'UQÀM et titulaire adjointe de la Chaire de responsabilité sociale et de développement durable de cette

même université. Mais c'est à titre de directrice du pôle francophone du réseau Entreprise et développement durable que nous l'avons interviewée. Nous lui avons demandé de nous parler du Réseau et de son pôle francophone plus spécifiquement.

Qu'est-ce qui vous a amené à vous engager pour le développement durable?

Lorsque j'étudiais au baccalauréat en biologie, j'ai passé un été à travailler sur le terrain d'une forêt qui avait été coupée à blanc. Cette expérience m'a amenée à plusieurs réflexions. Je me suis demandé si une coupe à blanc pouvait être bon à quelque chose : oui, c'est très bon pour les moustiques qui y pullulent et pour la pousse des framboisiers. Par contre, c'est très mauvais pour nous comme société, c'est une perte économique. Je me suis dit qu'il fallait trouver les moyens de faire mieux.

Quelle est votre implication au sein du réseau?

Le projet de réseau a été initié et porté par Tima Bansal qui cherchait des partenaires ayant déjà participé à différents événements de nature universitaire liés à la recherche sur le développement durable. Diverses associations ont commencé à s'intéresser à ces enjeux comme par exemple l'Association canadienne des sciences administratives ou l'association internationale de l'Academy of Management dans laquelle existe un groupe intitulé Organization and the Natural Environment. Beaucoup de chercheurs canadiens s'étaient démarqués par leur intérêt soutenu sur les questions de recherche sur le développement durable en sciences de la gestion. Et donc, Tima Bansal a recruté des gens impliqués de cette façon et c'est ainsi que j'ai été amenée à y participer. Et comme il s'agissait

d'un réseau canadien, on souhaitait aussi faire valoir ce qui se fait dans l'univers francophone à l'échelle canadienne et on m'a donc demandé d'assumer la direction du pôle francophone du réseau.

Vous m'avez parlé du volet universitaire du réseau, mais comment en est-on venu à y intégrer les entreprises? Le réseau est-il né comme cela?

Cette intention était là depuis le début suivant le constat que les lieux d'échanges entre praticiens et chercheurs sont souvent insuffisants. Ils ont pourtant beaucoup à partager de part et d'autres : les chercheurs mènent souvent des recherches qui sont directement en lien avec le monde de la pratique, puisqu'ils observent ce qui se passe en matière de gestion et de développement durable, et sont en mesure de proposer des nouvelles façons de faire et d'accompagner les praticiens. De leur côté, les praticiens, ceux qui travaillent dans les entreprises, dans des organisations gouvernementales ou dans des groupes d'intérêt public, sont très au fait de ce qui se passe et sont souvent des agents d'innovation. Le réseau a donc de multiples vocations : renforcer les liens entre les chercheurs qui s'intéressent aux questions de développement durable, mais aussi entre chercheurs et praticiens. Le réseau est donc hybride car toutes les catégories d'acteurs y sont conviées. Mentionnons également que le CRSH, notre organisme subventionnaire, a fait un peu le même constat à savoir qu'il y avait besoin de lieux pour de tels échanges et il supporte de telles initiatives.

Quels sont les objectifs du réseau?

Le réseau vise à favoriser les échanges de connaissance dans tous les sens. Par exemple, dans le cas des connaissances élaborées dans un cadre universitaire, à la suite de recherche et de publications, on souhaite les rendre plus facilement accessibles aux praticiens qui n'ont pas toujours le temps de lire de nombreux articles souvent très longs écrits dans un langage spécialisé. Certains chercheurs ont été désignés pour assurer les échanges relativement à des thèmes spécifi-

ques. Je m'occupe pour ma part du thème de l'engagement ou des relations de l'entreprise avec les parties prenantes. On travaille ainsi à sélectionner des articles qui semblent particulièrement intéressants et à en produire de courtes synthèses pour les praticiens permettant ainsi d'engager la discussion. On espère que les praticiens embarquent et réagissent en nous disant par exemple ce qu'ils pensent des résultats ou qu'ils nous partagent leur propre expérience. L'idée est toujours de faire avancer et progresser la connaissance tout en alimentant et en étant alimenté par le monde de la pratique.

Qui peut être membre du réseau?

Toute personne, chercheur ou praticien, intéressée aux questions de la gestion des organisations de tout type, que ce soit des organisations gouvernementales, des ONG ou des entreprises privées, et dans une perspective de développement durable. « Comment changer les pratiques dans une organisation pour correspondre au développement durable? Comment mieux établir des relations de long terme avec les parties prenantes? Est-ce que c'est payant de pratiquer le développement durable pour les organisations, quels sont les avantages, quels sont les désavantages? », voilà plusieurs questions qui interpellent nombre de praticiens et chercheurs.

Revenons au pôle francophone, quel est son rôle particulier?

Le rôle spécifique du pôle est de faire valoir la recherche francophone sur ces questions, montrer qu'elle existe, la faire connaître, et bien sûr, s'assurer que les échanges se font entre francophones et anglophones, et universitaires et praticiens. Le pôle francophone est partie intégrante du réseau et y contribue pleinement en étant sa voix francophone.

Comment envisagez-vous le réseau dans cinq ans?

J'entrevois que le réseau soit un lieu d'échange encore plus important entre les chercheurs du Ca-

nada et des praticiens en termes de nombres de membres. Dans le futur, je crois qu'il y aura encore plus de chercheurs qui s'intéresseront au développement durable. Je suis d'ailleurs toujours prête à convertir des collègues et à les impliquer dans des projets qui s'intéressent au développement durable, quelle que soit leur spécialité de base. Et aussi, j'entrevois que les praticiens soient encore plus nombreux à s'engager dans ces échanges là, qu'ils échangent davantage entre eux sur leurs pratiques et qu'on puisse tous ensemble, chercheurs et praticiens, s'échanger plus d'information relativement à la gestion et au développement durable. Donc d'ici cinq ans, encore plus de gens, plus de dynamisme et de ce fait, plus de connaissances qui seront partagées et créées.

Avez-vous des choses à ajouter?

Quatre thèmes font l'objet de pages particulières où l'on peut y consulter plusieurs articles et rapports de recherche qui ont été synthétisés dans un langage accessible aux praticiens. Des chercheurs spécialisés dans chacun des thèmes sont responsables du contenu qu'on y trouve. En plus du thème général de l'entreprise et du développement durable, on y trouve les suivants : changement climatique, consumérisme, développement durable et performance financière ainsi que l'engagement des parties prenantes. Je serai pour ma part responsable du thème de l'engagement avec les parties prenantes. Éventuellement, je souhaite développer un blog pour connaître l'expérience des gens en matière de relations avec les parties prenantes et faire circuler cette information. Pour le moment, on est en phase d'expérimentation, mais on est ouvert à toutes les propositions dans la mesure de la faisabilité et je convie le plus de chercheurs et praticiens à y participer!



Annonces et événements

Journalistes bénévoles recherchés!

Vous participez à un événement lié à la responsabilité sociale et au développement durable? Vous souhaitez communiquer vos observations et analyses? Contactez-nous!

L'équipe du bulletin *Æconomia Humana* est à la recherche de journalistes bénévoles pour couvrir des événements touchant à la responsabilité sociale et au développement durable, que vous soyez à Montréal, ailleurs au Québec, au Canada ou à l'international.

Comment procéder?

Soumettez-nous un article, faites-nous part de votre intention de couvrir un événement en particulier ou suggérez-nous un événement à couvrir. Dans certains cas, notre équipe pourrait même vous aider à obtenir un laissez-passer pour un événement donné!

Quel genre d'événements peut être couvert?

Nous vous invitons à couvrir tout événement lié à la responsabilité sociale et au développement durable, qu'il s'agisse d'un congrès s'étalant sur plusieurs jours, d'un colloque d'une journée, d'une conférence d'une heure, d'une projection de film ou d'un événement culturel.

Quel format le compte rendu doit-il avoir?

L'article qui peut être un compte rendu factuel ou une analyse doit faire entre 500 et 1500 mots et devra notamment contenir les sections suivantes :

- Introduction présentant brièvement l'événement (contexte, date, lieu, participants, ou autre information pertinente);
- Le corps du texte qui peut consister en une analyse ou un compte rendu plus factuel;
- Une conclusion
- Références s'il y a lieu
- Nom, affiliation et courriel de l'auteur

Vos articles peuvent être en français, en anglais ou en espagnol. Les organisateurs des événements couverts pourraient également avoir des exigences particulières quant au format, le cas échéant.

Qui lit le bulletin *Æconomia Humana*?

Le bulletin est distribué sur une liste de diffusion comptant plus de 6 200 adresses courriels de gens provenant de différents milieux (universitaire, entreprise, organismes sans but lucratif, organismes publics et parapublics) situées au Canada (principalement au Québec) et dans plusieurs pays francophones d'Europe. Le bulletin est aussi distribué de façon plus restreinte dans la communauté anglophone et hispanophone. Certains articles du bulletin sont aussi distribués via d'autres médias spécialisés en responsabilité sociale et développement durable.

Communiquez avec nous à crsdd@uqam.ca.



Édition 2009

Se démarquer en s'engageant



La sixième édition du Forum Tremblant sur la responsabilité sociale de l'entreprise et la durabilité, organisé par le Cabinet de relations publiques NATIONAL, se tiendra le mercredi 23 septembre 2009 au Westin Resort & Spa à Mont-Tremblant. Ce forum est devenu l'un des plus importants événements canadiens permettant d'échanger sur les occasions et les défis auxquels sont confrontés les entreprises, les gouvernements et l'ensemble de la population.

La confluence des défis économiques avec les inégalités sociales et la dégradation de l'environnement force les organisations de tous genres à revoir le processus de conception et de commercialisation de leurs produits et à repenser leur style de gestion. Il devient plus clair que

jamais que les entreprises les plus flexibles, novatrices et qui réussissent le mieux sont également celles qui attirent, motivent, engagent et parviennent à retenir les meilleurs employés. Et cette réalité continuera de gagner en importance alors que ces problématiques évolueront et prendront de l'ampleur.

Le Forum Tremblant 2009 réunira encore une fois des chefs de file locaux et internationaux dans le cadre de sessions dynamiques qui seront animées par des journalistes de renommée internationale. Pour la première fois cette année, le Forum Tremblant sera l'hôte des Prix québécois de l'entreprise citoyenne L'actualité – Korn/Ferry - NATIONAL. Un cocktail sera organisé pour les finalistes à cette occasion.

Programme et déroulement de la journée

Le Forum Tremblant 2009 réunira des chefs de file d'organisations de haut niveau dans le cadre de sessions dynamiques qui seront animées par des journalistes et des théoriciens de renommée internationale. Au plaisir de vous compter parmi nous!

7 h 30 – 8 h 45 Accueil et petit-déjeuner de réseautage

8 h 45 – 9 h 00 Mot de bienvenue

Rick Petersen, Associé et vice-président principal, Responsabilité sociale de l'entreprise et durabilité, Le Cabinet de relations publiques NATIONAL

Présentation des activités de la journée

Maître de cérémonie, **Mélanie Joly**, Associée directrice, Cohn & Wolfe, et co-fondatrice, Génération d'idées

9 h 00 – 9 h 45 Introduction

John Crean, Associé directeur national, Le Cabinet de relations publiques NATIONAL

Premier discours principal : **Jeffrey Hollender**, Président exécutif et Protagoniste inspiré en chef de Seventh Generation

9 h 45 – 10 h 00 Présentation spéciale

Luc Beauregard, Président exécutif du Conseil, RES PUBLICA

10 h 00 – 11 h 15 Panel 1 : Diriger une organisation fondée sur les valeurs

Pierre A. Raymond, Président du conseil, Stikeman Elliott

Paul Côté, Président et chef de la direction, VIA Rail Canada

Bruce MacDonald, Président et directeur général, Grands Frères Grandes Sœurs du Canada

Ugo Dionne, Président et propriétaire, Synesis-Versalys; Co-fondateur, Bénévoles d'affaires

Modérateur : **Dr Paul Shrivastava**, Directeur, Centre d'études David O'Brien sur la durabilité des entreprises, École de commerce John Molson, Université Concordia

11 h 15 – 11 h 30 Pause santé et de réseautage

11 h 30 – 12 h 45 Panel 2 : Le pouvoir de l'engagement

Michèle Thibodeau-DeGuire, Présidente et directrice générale, Centraide du Grand Montréal

Alain Michaud, Associé, PricewaterhouseCoopers

Dr Gilles Julien, Fondateur, Fondation pour la promotion de la pédiatrie sociale

Thierry C. Pauchant, Titulaire, Chaire de Management Éthique HEC Montréal

Modératrice : **Carole Beaulieu**, Rédactrice en chef, L'actualité

12 h 45 – 13 h 45 Dîner

13 h 45 – 15 h 00 Panel 3 : Capital humain et intérêts partagés

John Coyne, Vice-président, chef du contentieux et secrétaire général, Unilever

Elizabeth Colleton, Vice-présidente, NBC Universal

Doreen Hackey, Vice-présidente des ressources humaines et du développement organisationnel, Molson Coors

David Robitaille, Directeur, Responsabilité civique et affaires générales, IBM

Modérateur : **Andrew Potter**, journaliste, Macleans

15 h 00 – 15 h 30 Pause santé et de réseautage

15 h 30 – 16 h 00 Présentation spéciale

16 h 00 – 17 h 00 Café du Futur

17 h 00 Mot de la fin





Sur l'île de Gorée, au Sénégal, Richard Mbengue gère un programme de gestion de déchets et de recyclage, dans un pays où les détritiques sont un véritable fléau. Dans ses temps libres, il cultive un petit jardinet au sommet de l'île.

Crédit photo: Gary Lawrence, www.lactualite.com/blogue-voyage